



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service de l'Environnement
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le - 8 JUIN 2021

**RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT LA REALISATION DE FOUILLES EN VUE DE TRAVAUX DE
REPARATION D'UNE CANALISATION DE GAZ ENTERREE
ACCOMPAGNEE DE PRELEVEMENTS TEMPORAIRES D'EAUX
SOUTERRAINES (RABATTEMENT)
COMMUNE DE EPERLECQUES
GRT GAZ**

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-60-05 du 15 janvier 2021 portant intérim de la DDTM du Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-60-06 du 15 janvier 2021 portant délégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement reçue le 8 février 2021, présentée par GRT GAZ, enregistrée sous le n° 62-2021-00050 et relative à la réalisation de fouilles (avec prélèvements temporaires d'eaux souterraines) sur la commune de EPERLECQUES et MOULLE ;

VU l'accusé de réception de la déclaration délivré le 22 février 2021 ;

VU la demande de compléments du 22 mars 2021 visant à apporter des compléments sur la fouille située sur la commune de MOULLE ;

VU la réponse de GRT GAZ reçue le 25 mai 2021 demandant la recevabilité de la demande sur les 2 fouilles situées sur la commune de EPERLECQUES ;

Donne récépissé à : GRT GAZ – 38 Place Vauban à LA MADELEINE (59110) de sa déclaration concernant la réalisation de 2 fouilles 2020-577-042 et 2020-577-032 en vue de réaliser des travaux de réparation de la canalisation DN250-1966-EPERLECQUE-WIZERNES et d'y effectuer éventuellement un prélèvement temporaire d'eaux souterraines (rabattement) au cours de ces travaux dont la réalisation est prévue sur la commune de EPERLECQUES.

L'ouvrage constitutif de ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique concernée de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement est la suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de EPERLECQUES où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la CLE du SAGE de l'Audomarois et en Sous Préfecture de ST OMER pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code, ou par l'application informatique «Télérécourts citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de

l'Environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de EPERLECQUES ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux, ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des
territoires et de la Mer par intérim

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage.



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Service de l'Environnement
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Direction départementale des territoires
et de la mer du Pas-de-Calais

GRT GAZ

2 FOUILLES SUR EPERLECQUES

Plan de situation



